



**ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 20 839 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QU'appliquer aux personnes en situation d'itinérance le couvre-feu de 20 heures à 5 heures est irréaliste et aggraverait une problématique de criminalisation déjà inacceptable pour des personnes parmi les plus vulnérables de notre société;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs études scientifiques démontrent que le profilage social donne lieu au phénomène de la surjudiciarisation des personnes en situation d'itinérance et que les policiers ne sont pas les acteurs appropriés pour intervenir auprès de cette population en temps de pandémie;

CONSIDÉRANT QUE certaines personnes en situation d'itinérance recevront des constats sous prétexte d'un manque de collaboration causé en grande partie par des problématiques de santé mentale ou de consommation;

CONSIDÉRANT QUE la consommation de drogue et d'alcool est - sauf exception - interdite dans les refuges et qu'il est donc impossible d'imposer à toute personne en situation d'itinérance souffrant de problèmes de consommation grave un sevrage de 20 heures à 5 heures;

CONSIDÉRANT QU'il existe un risque réel que les places dans les refuges ne suffisent pas, alors que certains sont déjà aux prises avec des éclosions de COVID-19;

CONSIDÉRANT QUE des exceptions au couvre-feu sont déjà prévues à l'égard de certaines situations particulières;

CONSIDÉRANT QU'appliquer le couvre-feu et ses mesures pénales aux personnes en situation d'itinérance reviendrait à criminaliser une personne pour la seule raison qu'elle vit dans la rue, un résultat inacceptable dans une société libre et démocratique;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec d'exempter les personnes en situation d'itinérance de l'application du couvre-feu ordonné par le décret du 8 janvier 2021.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Véronique Hivon, députée de Joliette

Date de signature de l'extrait